

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/M/45

27 octobre 2004

(04-4557)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard
le 21 septembre 2004

Présidente par intérim: Mme l'Ambassadeur Puangrat Asavapisit (Thaïlande)

Le présent document contient le compte rendu des discussions qui ont eu lieu pendant la réunion du Conseil des ADPIC du 21 septembre 2004.

| <u>Sommaire:</u> | <u>Page</u> |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| A. ÉLECTION DU PRÉSIDENT..... | 2 |
| B. NOTIFICATIONS AU TITRE DE DISPOSITIONS DE L'ACCORD..... | 2 |
| C. SUITE DONNÉE AUX EXAMENS DES LÉGISLATIONS D'APPLICATION NATIONALES DÉJÀ EFFECTUÉS | 3 |
| D. RÉEXAMEN DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 27:3 B) | 4 |
| E. RELATION ENTRE L'ACCORD SUR LES ADPIC ET LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE | 4 |
| F. PROTECTION DES SAVOIRS TRADITIONNELS ET DU FOLKLORE | 4 |
| G. EXAMEN DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD SUR LES ADPIC AU TITRE DE L'ARTICLE 71 | 13 |
| H. EXAMEN DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA SECTION RELATIVE AUX INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 24:2..... | 13 |
| I. DÉCISION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PARAGRAPHE 6 DE LA DÉCLARATION DE DOHA SUR L'ACCORD SUR LES ADPIC ET LA SANTÉ PUBLIQUE..... | 13 |
| J. EXAMEN AU TITRE DU PARAGRAPHE 2 DE LA DÉCISION SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 66:2 DE L'ACCORD SUR LES ADPIC | 17 |
| K. COOPÉRATION TECHNIQUE ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS | 17 |
| L. DEMANDE DE PROROGATION DE LA PÉRIODE DE TRANSITION PRÉVUE À L'ARTICLE 66:1 DE L'ACCORD SUR LES ADPIC PRÉSENTÉE PAR LES MALDIVES | 18 |
| M. SUITE DE LA DÉCISION SUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL DE DOHA ADOPTÉE PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL LE 1 ^{ER} AOÛT 2004..... | 19 |
| N. RENSEIGNEMENTS SUR LES FAITS NOUVEAUX INTÉRESSANTS SURVENUS À L'OMC | 20 |
| O. STATUT D'OBSERVATEUR DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES INTERGOUVERNEMENTALES | 20 |
| P. AUTRES QUESTIONS | 20 |

A. ÉLECTION DU PRÉSIDENT

1. Étant donné que le précédent Président du Conseil des ADPIC avait renoncé à son poste et que le Président du Conseil général n'avait pas encore été en mesure d'achever ses consultations concernant un nouveau président, le Conseil a élu la Présidente de l'Organe d'examen des politiques commerciales, S.E. Mme l'Ambassadeur Puangrat Asavapisit (Thaïlande), pour exercer les fonctions de Présidente par intérim du Conseil pour la réunion.

B. NOTIFICATIONS AU TITRE DE DISPOSITIONS DE L'ACCORD

2. La Présidente a attiré l'attention des Membres sur la dernière note du Secrétariat présentant l'état des notifications des lois et réglementations communiquées au Secrétariat en vertu de l'article 63:2 par les Membres dont la période de transition visée à l'article 65:2 ou 65:3 avait expiré le 1^{er} janvier 2000, ou qui avaient accédé à l'OMC après cette date (JOB(04)/117). Cette note indiquait de quels Membres, parmi les Membres en question, des notifications avaient été reçues au 3 septembre 2004. Sur les 81 Membres concernés, trois n'avaient toujours pas présenté de notification concernant leur législation d'application, à savoir la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Saint-Kitts-et-Nevis et Saint-Vincent-et-les Grenadines. Faisant suite à une demande formulée par le Conseil à sa réunion précédente, le Président avait écrit à ces trois Membres au sujet de leur obligation de notifier leur législation d'application de l'Accord sur les ADPIC.

3. Depuis sa réunion de juin, le Conseil avait reçu les compléments et mises à jour de notifications antérieures ci-après. La Chine avait notifié un règlement sur la protection douanière des droits de propriété intellectuelle; la République slovaque avait notifié un règlement sur les dessins et modèles, les appellations d'origine, les indications géographiques et les marques de fabrique ou de commerce; Sainte-Lucie avait notifié un certain nombre de lois sur le droit d'auteur et la propriété industrielle; l'Uruguay avait notifié les textes d'une Loi de janvier 2003 sur le droit d'auteur et les droits connexes et un règlement relatif à cette loi; le Japon avait notifié les textes mis à jour d'un certain nombre de lois sur le droit d'auteur et la propriété industrielle, ainsi que sur les moyens de faire respecter les droits; et Hong Kong, Chine avait notifié des amendements apportés récemment à sa loi sur le droit d'auteur. La Norvège avait notifié des amendements qu'elle avait apportés récemment à sa législation sur les brevets conformément à la Décision du Conseil général relative à la mise en œuvre du paragraphe 6 de la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique, au sujet desquels elle avait fourni des explications qui figuraient dans le document IP/C/W/427. Ces notifications étaient distribuées dans la série de documents IP/N/1/-.

4. La Présidente a invité instamment les Membres dont les notifications initiales demeuraient incomplètes à soumettre les renseignements manquants dans les plus brefs délais. Elle a rappelé aux autres Membres leur obligation de notifier tout amendement apporté ultérieurement à leurs lois et réglementations dès que possible après leur entrée en vigueur.

5. Depuis la réunion de juin du Conseil, le Secrétariat avait reçu des mises à jour concernant les notifications de points de contact présentées en vertu de l'article 69 d'El Salvador; de Macao, Chine; et de la Turquie. Ces notifications avaient été distribuées dans le document IP/N/3/Rev.7/Add.3. Les Membres ayant notifié leurs points de contact conformément à l'article 69 étaient désormais au nombre de 120.

6. Le représentant du Kenya a indiqué qu'il y avait quelques changements concernant la notification présentée par son pays et qu'il fournirait prochainement des renseignements détaillés à ce sujet. Il a ajouté qu'il soumettrait également un rectificatif concernant les renseignements relatifs aux notifications du Kenya contenus dans le document JOB(04)/68, qui n'étaient actuellement pas entièrement exacts.

7. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

C. SUITE DONNÉE AUX EXAMENS DES LÉGISLATIONS D'APPLICATION NATIONALES DÉJÀ EFFECTUÉS

8. La Présidente a indiqué que le Secrétariat avait mis à jour sa note informelle faisant la liste de tous les renseignements encore manquants dont le Conseil avait besoin pour mener à bien les examens qu'il avait déjà entrepris (JOB(04)/123). Le tableau annexé à la note dressait la liste des 16 Membres dont le Conseil avait commencé à examiner la législation depuis avril 2001, mais dont l'examen demeurait inscrit à l'ordre du jour. Il renvoyait aux communications, y compris aux réponses et questions complémentaires, reçues au 13 septembre 2004.

9. Depuis la distribution de cette note, le Nigéria avait répondu à toutes les questions en suspens, l'intégralité de ces réponses ayant été distribuée aux Membres avant la réunion (documents IP/Q/NGA/1 et Add.1). La Présidente a proposé que l'examen périodique de la législation du Nigéria soit supprimé de l'ordre du jour, étant entendu que toute délégation qui le souhaitait pourrait revenir à tout moment sur toute question découlant de cet examen.

10. Le Conseil en est ainsi convenu.

11. La Présidente a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Conseil avait entrepris l'examen de la législation d'application nationale de l'Arménie. Depuis cette réunion, la Suisse avait posé deux questions complémentaires à ce pays (IP/C/W/419/Add.2). L'ex-République yougoslave de Macédoine avait fourni quant à elle des réponses à la question complémentaire que la Suisse lui avait posée. Cependant, depuis la distribution de la note mise à jour du Secrétariat, la Suisse lui avait posé une nouvelle question complémentaire (IP/C/W/419/Add.3). En outre, le Pakistan venait de fournir une réponse à la dernière question qui demeurait en suspens dans le cadre de son examen.¹

12. Le représentant de la Suisse a remercié la délégation du Pakistan de sa réponse. Il a également remercié la délégation de l'ex-République yougoslave de Macédoine de la réponse qu'elle avait apportée à sa question complémentaire et a ajouté que la délégation de son pays attendait avec intérêt des éclaircissements à ce sujet.

13. La Présidente a indiqué que la note du Secrétariat mentionnait également six Membres dont les examens avaient déjà été supprimés de l'ordre du jour du Conseil, étant entendu que toute délégation qui le souhaitait pourrait revenir à tout moment sur toute question découlant de ces examens. Elle a dit qu'à cet égard, certaines questions avaient été posées concernant la législation d'application de ces pays. Depuis la réunion précédente du Conseil, le Japon avait posé d'autres questions complémentaires à la Chine (IP/C/W/362/Add.6).

14. Le représentant du Japon a remercié la Chine de sa réponse, que la délégation de son pays étudiait toujours. Il souhaitait se réserver le droit de poser d'autres questions à la Chine.

15. Le représentant de la Chine a dit que la réponse que son pays devait fournir à la question complémentaire du Japon était actuellement traduite en anglais et qu'elle serait communiquée dès que possible.

16. La Présidente a invité instamment les Membres à fournir les renseignements manquants dans les plus brefs délais. Elle a proposé que le Conseil demande au Secrétariat de mettre à jour sa note sur les examens en suspens avant la réunion suivante et qu'il revienne à cette question à ce moment-là.

¹ Distribuée ultérieurement sous couvert du document IP/Q/PAK/1/Add.1.

17. Le Conseil a pris note des déclarations faites et est convenu de suivre la procédure proposée par la Présidente.

D. RÉEXAMEN DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 27:3 B)

E. RELATION ENTRE L'ACCORD SUR LES ADPIC ET LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

F. PROTECTION DES SAVOIRS TRADITIONNELS ET DU FOLKLORE

18. La Présidente a suggéré que, dans la mesure où la pratique suivie par le Conseil lors de ses réunions précédentes consistait à aborder ces trois points de l'ordre du jour en même temps, le Conseil les examine à nouveau ensemble. Elle a informé le Conseil que le Secrétariat venait de recevoir une nouvelle communication du Brésil, de l'Inde, du Pakistan, du Pérou, de la Thaïlande et du Venezuela, intitulée "Éléments de l'obligation de divulguer la source et le pays d'origine des ressources biologiques et/ou des savoirs traditionnels utilisés dans une invention" (IP/C/W/429).² Elle a rappelé également qu'à sa réunion de juin, le Conseil était convenu de revenir, lors de la réunion en cours, aux questions soulevées au sujet d'un document présenté par la Suisse à cette réunion (IP/C/W/423). Elle a rappelé qu'à cette réunion, le Président avait rendu compte des consultations qu'il avait menées sur la manière d'organiser à l'avenir les travaux relatifs à ces points de l'ordre du jour. Celui-ci avait indiqué qu'en dépit des efforts déployés par toutes les parties, les consultations n'avaient pas progressé suffisamment pour lui permettre de soumettre différentes suggestions au Conseil. Après s'être entretenu de la question, le Conseil était convenu que le Président devrait poursuivre ces consultations. En l'absence de président, cependant, il n'avait pas été possible de le faire.

19. Le représentant de l'Inde a présenté la communication soumise par le Brésil, l'Inde, le Pakistan, le Pérou, la Thaïlande et le Venezuela (IP/C/W/429). Il a rappelé que par deux communications, IP/C/W/420 et Add.1 datées du 2 mars 2004 et du 5 mars 2004 respectivement, les délégations de la Bolivie, du Brésil, de Cuba, de l'Équateur, de l'Inde, du Pérou, de la Thaïlande et du Venezuela avaient soumis une Liste de questions relatives à la relation entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la diversité biologique (CDB) (ci-après dénommée "Liste de questions") en vue de faciliter des discussions plus ciblées, mieux structurées et davantage axées sur les résultats. La plupart des Membres étaient convenus que la Liste de questions contenue dans cette communication constituait une bonne base pour la suite des discussions au sein du Conseil, certains ayant déjà fait des interventions sur cette base lors de la réunion précédente. L'orateur a dit que la nouvelle communication (IP/C/W/429) visait à faire avancer le processus en développant certaines des questions se rapportant à la première des trois séries de questions identifiées dans la Liste, à savoir la divulgation de la source et du pays d'origine des ressources biologiques et/ou des savoirs traditionnels utilisés dans les inventions. Il a indiqué que la communication développait cinq questions qui avaient été soulevées dans le cadre des discussions menées précédemment sur la Liste de questions.

20. La première question traitée était celle de savoir en quoi une telle obligation de divulgation permettrait de mieux examiner les brevets et d'empêcher la délivrance de mauvais brevets. Un certain nombre d'affaires avaient été décrites, par exemple celles qui se rapportaient au neem (margousier), au hoodia, au curcuma et à l'ayahuasca, dans le cadre desquelles des brevets avaient été délivrés concernant des ressources génétiques et des produits ou procédés connus et utilisés par des communautés traditionnelles ou locales depuis de nombreuses années, voire des siècles. Ces affaires, impliquant divers niveaux de biopiraterie, avaient soulevé de sérieuses questions quant à la qualité de l'examen des brevets. Si un certain nombre de mécanismes avaient été proposés, mécanismes pouvant améliorer les possibilités d'accès aux renseignements sur l'état de la technique utilisés dans les examens de brevets en ce qui concerne les ressources génétiques et les savoirs traditionnels, aucun d'entre eux

² Redistribuée ultérieurement sous la cote IP/C/W/429/Rev.1.

n'était susceptible de donner accès à tous les renseignements sur l'état de la technique tout en tenant compte d'importantes questions culturelles et religieuses, associées en particulier aux savoirs traditionnels. Un grand nombre de ces mécanismes étaient volontaires et ne garantissaient nullement, dans la pratique, que les examinateurs de brevets de différents pays étudieraient ces renseignements dans leurs recherches sur l'état de la technique. En conséquence, l'obligation juridiquement contraignante de divulguer la source et le pays d'origine des ressources biologiques et/ou des savoirs traditionnels utilisés dans les inventions contribuerait à faire en sorte que tous les renseignements pertinents sur l'état de la technique soient à la disposition des examinateurs de brevets. La divulgation aiderait en outre les examinateurs à déterminer si l'invention revendiquée était exclue de la brevetabilité en vertu des paragraphes 2 et 3 de l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC et s'inscrirait dans le cadre d'une procédure tendant à systématiser les renseignements disponibles en matière de ressources biologiques et de savoirs traditionnels. Enfin, les prescriptions de divulgation seraient aussi utiles en cas de contestation d'un brevet délivré, de litige au sujet de la qualité d'inventeur ou du droit à une invention revendiquée, ou en cas d'atteinte à un brevet, autant d'éléments importants dans le processus assurant la qualité des brevets. L'orateur a ajouté que les obligations de divulgation sous diverses formes constituaient déjà une norme admise dans la pratique du droit international des brevets.

21. La deuxième question portait sur la signification de la divulgation de la source et du pays d'origine des ressources biologiques et des savoirs traditionnels utilisés dans l'invention. L'intervenant a dit que la divulgation avait essentiellement pour objet d'empêcher la biopiraterie, la délivrance de mauvais brevets et le détournement. Elle pourrait également contribuer à l'obtention du consentement préalable donné en connaissance de cause et au respect des obligations de partage des avantages prévues dans le cadre des régimes nationaux appropriés. L'obligation de divulgation serait déclenchée chaque fois que les ressources biologiques et/ou les savoirs traditionnels seraient utilisés: a) en tant que partie constitutive de l'invention revendiquée; b) lors du processus d'élaboration de l'invention revendiquée; c) comme condition préalable à l'élaboration de l'invention; d) pour faciliter l'élaboration de l'invention; et e) comme matériel de base nécessaire pour l'élaboration de l'invention. L'orateur a indiqué que la communication montrait que la charge administrative et financière incombant aux déposants d'une demande de brevet serait minime dans la mesure où les renseignements devant être divulgués seraient très probablement accessibles au déposant dans le cadre du processus d'élaboration de l'invention.

22. La troisième question abordée avait trait aux effets juridiques d'une divulgation mensongère ou d'un défaut de divulgation. À cet égard, l'intervenant a indiqué que la communication expliquait que l'obligation de divulgation proposée aurait des aspects et des incidences de fond et de forme. La nature de l'effet juridique d'une divulgation insuffisante ou mensongère ou d'un défaut de divulgation varierait selon que l'on avait affaire à un aspect de forme ou de fond de la divulgation ou selon l'étape du processus, avant ou après la délivrance du brevet. Lorsqu'un tel défaut de divulgation était découvert avant l'examen ou la délivrance d'un brevet, l'effet juridique pourrait être la suspension du traitement de la demande jusqu'à la présentation des renseignements nécessaires. Cette mesure pourrait s'accompagner de sanctions et de l'imposition de délais: si la divulgation n'était pas faite dans ces délais, la demande pourrait être réputée retirée. Le non-traitement de la demande de brevet se justifiait dans la mesure où le défaut de divulgation avait une incidence sur la détermination de l'état de la technique, de la qualité d'inventeur ou du droit à l'invention revendiquée, ainsi que sur la portée de la revendication, et/ou si ces informations étaient nécessaires pour comprendre ou exécuter l'invention. Lorsqu'un défaut de divulgation était découvert après la délivrance d'un brevet, l'effet juridique pourrait se traduire notamment par la révocation du brevet lorsqu'il était établi qu'une divulgation correcte aurait entraîné le refus de délivrer le brevet ou lorsqu'il y avait intention frauduleuse. À la révocation pourraient s'ajouter des sanctions pénales et/ou administratives que l'on pourrait imposer, par exemple, lorsque la divulgation insuffisante, mensongère ou le défaut de divulgation équivalait à une déclaration mensongère. L'effet juridique pourrait aussi se traduire par le transfert, en totalité ou en partie, des droits afférents à l'invention dans les cas où une divulgation complète aurait montré qu'une autre personne ou communauté ou organisme gouvernemental était

l'inventeur à part entière ou le co-inventeur, ou qu'elle aurait autrement droit à tout ou partie de l'invention revendiquée. En outre, l'effet juridique pourrait aussi se traduire par une restriction de la portée des revendications lorsque certaines parties de ces revendications étaient viciées du fait d'un manque de nouveauté ou d'une intention frauduleuse, ou lorsqu'une divulgation complète aurait entraîné le refus d'accepter ces parties des revendications.

23. L'orateur a indiqué que les concepts qu'il venait de décrire seraient développés lorsque les Membres réfléchiraient au mécanisme qui permettrait de les mettre en œuvre, et qu'ils pourraient comprendre un examen judiciaire. Si une certaine latitude pouvait être accordée concernant l'effet juridique précis de chaque infraction, les Membres devraient néanmoins avoir l'obligation de faire en sorte que l'effet d'un tel défaut de divulgation réponde effectivement aux critères de dissuasion, de compensation et d'équité. L'intervenant a dit qu'en outre les effets juridiques susmentionnés, il pourrait y avoir des effets juridiques distincts et supplémentaires, liés au respect des obligations en matière de consentement préalable donné en connaissance de cause et de partage des avantages, qui seraient traités dans des communications ultérieures.

24. En ce qui concerne la quatrième question, à savoir à qui devrait incomber la charge de la preuve, l'orateur a dit qu'une demande serait réputée, jusqu'à preuve du contraire, être conforme à la prescription de divulgation si elle contenait une déclaration présentée sous la forme prescrite, indiquant la source et le pays d'origine des ressources biologiques et/ou des savoirs traditionnels. Cependant, le déposant de la demande de brevet devrait prouver, comme il lui incombait de le faire, qu'il avait eu accès de façon légale et légitime aux ressources génétiques et/ou aux savoirs traditionnels et qu'il y avait eu ou qu'il y aurait partage des avantages si un brevet était délivré concernant l'invention visée.

25. La cinquième et dernière question traitée concernait la manière dont l'obligation de divulgation proposée serait introduite dans l'Accord sur les ADPIC. À cet égard, l'orateur a dit qu'il était envisagé d'intégrer dans l'Accord sur les ADPIC, que ce soit par un amendement approprié des dispositions existantes ou par l'introduction d'un nouvel article, une obligation positive à l'endroit du déposant d'une demande de brevet, et qu'un certain nombre de Membres exigeaient déjà des déposants d'une demande de brevet sur leur territoire qu'ils se conforment à l'obligation de divulgation. Compte tenu, cependant, de la dimension mondiale de la biopiraterie, le recours aux seules mesures nationales ne suffisait pas pour traiter le problème.

26. Le représentant de la Thaïlande a dit que la délégation de son pays considérait que l'Accord sur les ADPIC et l'article 15 de la CDB devraient être mis en œuvre de manière à se renforcer mutuellement. Il a rappelé que la Thaïlande était l'un des coauteurs de la Liste de questions, avec de nombreux pays en développement Membres. Cette Liste devait néanmoins être approfondie, et les Membres étaient convenus de la nécessité de mener des discussions plus ciblées et mieux structurées sur ce sujet. L'orateur a dit que l'article 29 de l'Accord sur les ADPIC ne traitait pas suffisamment la question de la divulgation et ne faisait pas de la divulgation une obligation. C'est pour cette raison qu'un grand nombre de brevets délivrés créaient de graves problèmes de biopiraterie. L'intervenant espérait que la communication pourrait servir de base à une étude plus approfondie, plus ciblée et mieux structurée de cette question, et qu'elle permettrait aux autres Membres de mieux comprendre la raison d'être d'une telle obligation.

27. Les représentants de Cuba et de l'Équateur ont appuyé le document IP/C/W/429 et ont demandé que leurs pays soient ajoutés à la liste des coauteurs de cette communication.

28. Le représentant du Pakistan a fait observer que le document développait certaines questions mentionnées dans la Liste qui avait été soumise précédemment et accueillie favorablement par les Membres. Il espérait qu'il permettrait d'éclaircir un certain nombre de questions soulevées lors des

discussions précédentes et invitait instamment les Membres à y réfléchir et à engager des débats pertinents sur son contenu.

29. Le représentant du Pérou a dit que le document IP/C/W/429 permettait au Conseil de faire suite à la Liste de questions, qui avait été reconnue par quasiment tous les Membres comme une démarche positive dans les négociations menées sur ce sujet. Il a souligné que les pays à l'origine de cette communication continueraient d'approfondir et de développer les questions contenues dans la Liste et qu'ils espéraient que la divulgation serait abordée, dans des communications futures, dans le contexte de l'examen des questions du consentement préalable donné en connaissance de cause, de l'accès et du partage des avantages.

30. L'orateur a mis en exergue l'importance de la divulgation du pays d'origine pour offrir aux offices nationaux de brevets une meilleure base pour l'examen des demandes de brevet, en particulier pour déterminer la portée d'un brevet. Il estimait que les coûts administratifs ne seraient pas aussi significatifs que l'aide accrue dont bénéficieraient les examinateurs si la charge de la preuve était imposée aux déposants d'une demande. Il a dit que les renseignements utiles qui seraient mis à la disposition des offices nationaux permettraient d'éviter des cas de biopiraterie tels que ceux qui étaient mentionnés dans le document. Il a ajouté que le Pérou avait connu récemment un litige concernant une substance, le "Maca", et que ce cas serait présenté de manière plus détaillée à la réunion suivante du Conseil.

31. L'intervenant a informé le Conseil qu'en mai dernier, le Congrès péruvien avait adopté une loi concernant la protection et l'accès à la diversité biologique et aux savoirs collectifs des peuples indigènes. Une Commission nationale, composée de représentants de l'Office national de la propriété intellectuelle, de ministères, d'institutions publiques, de l'université et de la société civile, avait été instituée et chargée de créer et tenir un registre des ressources biologiques et des savoirs traditionnels des peuples indigènes du Pérou. Cette Commission aurait pour tâche de repérer et de suivre les demandes de brevet déposées à l'étranger, lorsqu'elles étaient fondées sur des ressources génétiques et des savoirs traditionnels du Pérou, comme cela était le cas avec le "Maca", et de protéger les communautés de la biopiraterie.

32. Dans le contexte de ces efforts visant à compléter la législation nationale existante, l'orateur pensait qu'une obligation de divulgation permettrait à tous les pays d'être mieux armés pour défendre leurs ressources génétiques et savoirs traditionnels, ainsi que les avantages qui en découlaient pour les peuples indigènes. Étant donné que les discussions menées dans d'autres enceintes ne portaient pas directement sur cette question, la délégation péruvienne estimait que c'était au sein du Conseil des ADPIC qu'il convenait d'en débattre car c'était le seul moyen pour l'OMC de mettre en œuvre de manière authentique le Programme de Doha pour le développement.

33. Le représentant du Venezuela a dit que la Liste de questions avait été largement acceptée par les Membres et qu'elle constituait une base de discussion utile. Il a indiqué que les pays en développement se devaient de préserver l'élan résultant de l'ensemble des résultats de juillet en ce qui concerne cette question, liée à la mise en œuvre, de la relation entre l'Accord sur les ADPIC et la CDB et d'en débattre avec d'autres Membres. Commentant le fond de la communication contenue dans le document IP/C/W/429, il a dit que la divulgation de la source et du pays d'origine permettrait de cerner les problèmes liés à l'état de la technique, à la brevetabilité et aux exclusions, de résoudre les différends relatifs aux brevets et, d'une manière générale, d'améliorer la qualité des brevets. Pour empêcher la biopiraterie, il importait que les déposants d'une demande de brevet soient tenus de prouver qu'ils avaient obtenu le consentement préalable donné en connaissance de cause du pays ou de la communauté indigène concerné. L'intervenant a dit qu'il convenait encore de faire la lumière sur la répartition juste et équitable des avantages entre le détenteur du brevet et le pays d'origine.

34. Le représentant du Brésil a souscrit aux déclarations faites par les coauteurs du document IP/C/W/429 et a rappelé que le Ministre des affaires étrangères du Brésil avait déclaré que la sauvegarde et la protection des ressources génétiques nationales et la lutte contre la biopiraterie relevaient de la défense de la souveraineté nationale. Faisant référence à la Liste de questions, l'orateur a indiqué que le groupe avait l'intention de soumettre ultérieurement de nouvelles communications consacrées aux autres questions abordées dans cette liste.

35. Le représentant de la Norvège a dit que le document IP/C/W/429 contribuait utilement aux discussions et s'est déclaré d'accord avec la nécessité de mener des discussions mieux structurées et plus ciblées afin de conclure l'examen de l'Accord sur les ADPIC dans ce domaine. S'agissant de la Liste de questions, il a dit que si elle se révélait un outil très utile, les discussions et les documents élaborés dans d'autres enceintes, telles que l'OMPI, ne devraient pas être négligés pour autant.

36. Le représentant du Nigéria, intervenant au nom du Groupe africain, a dit que le document IP/C/W/429 était très utile pour aborder les problèmes liés à la biopiraterie et les questions relatives à la sauvegarde des droits et obligations des Membres.

37. La représentante de la Malaisie a dit que tant le document IP/C/W/429 que la proposition suisse contenue dans le document IP/C/W/423 contribuaient utilement aux discussions en mettant en lumière différentes approches en ce qui concerne la question de la divulgation. S'agissant de ces communications, elle souhaitait savoir, premièrement, si l'obligation de divulguer la "source et le pays d'origine", pour reprendre le titre du document IP/C/W/429, renvoyait à des renseignements distincts concernant la "source", d'une part, et le "pays d'origine", d'autre part; deuxièmement, si les expressions "ressources biologiques" et "ressources génétiques" pouvaient être utilisées indifféremment; troisièmement, si, s'agissant des "facteurs déclenchant l'obligation de divulgation", la proposition suisse différait de la proposition contenue dans le document IP/C/W/429. Il était dit dans cette dernière que "toute utilisation" pourrait déclencher l'obligation de divulgation, même si cette utilisation n'était qu'accessoire, pour autant qu'elle soit utile pour déterminer l'état de la technique, la qualité d'inventeur ou le droit à l'invention, ou pour comprendre ou exécuter l'invention. Dans ce contexte, l'intervenante a demandé si de telles utilisations déclencheraient l'obligation de divulgation pour des raisons liées à l'état de la technique seulement, ou s'il y aurait aussi un rapport avec les questions relatives au partage des avantages et au consentement préalable donné en connaissance de cause. Quatrièmement, elle a fait observer que dans la proposition de la Suisse contenue dans le document IP/C/W/423, il était dit que pour que l'obligation de divulgation soit déclenchée, l'invention devait être directement fondée sur une ressource génétique déterminée. En d'autres termes, l'application de l'obligation dépendait des propriétés particulières de l'invention, l'inventeur devant avoir eu physiquement accès à cette propriété particulière. Dans ce contexte, l'oratrice a demandé si les conditions décrites par les expressions "directement fondée" ou "selon une propriété particulière" engloberaient également les cas dans lesquels des modifications auraient été apportées directement à la propriété particulière, qui aboutiraient à une entité chimique différente. Elle a demandé aussi si ces deux conditions s'excluaient mutuellement car l'on ne comprenait pas clairement si l'expression "avoir eu physiquement accès" signifiait "avoir été en possession" ou "avoir pu en disposer", ou si cette notion de "disposer" s'entendait également au sens physique; à cet égard, elle pensait par exemple à des sources d'information secondaires.

38. Le représentant du Kenya a dit que la Liste de questions, le document IP/C/W/429 et la communication du Groupe africain contenue dans le document IP/C/W/404 constituaient une bonne base de discussion. Il a invité le Conseil des ADPIC à commencer les travaux sur la modification de l'Accord sur les ADPIC en vue d'exiger des déposants d'une demande de brevet qu'ils divulguent la source et le pays d'origine des ressources biologiques et des savoirs traditionnels et qu'ils se conforment aux dispositions relatives à l'accès et au partage des avantages applicables dans le pays d'origine.

39. Le représentant de la Colombie a souligné qu'une mise en œuvre complémentaire de l'Accord sur les ADPIC et de la CDB devait être garantie. Il a dit qu'à cet égard, la divulgation de l'origine était une question essentielle, que la délégation de son pays avait également soulevée dans d'autres enceintes. Pendant les négociations sur le Traité sur le droit des brevets (PLT), elle avait souligné que dans le cadre de la procédure de demande de brevet, il conviendrait de prouver que l'accès au matériel pertinent avait été obtenu de manière légale. En tant que pays très riche en biodiversité, la Colombie avait également défendu, devant le Comité permanent du droit des brevets et le Comité sur la réforme du PCT, l'idée d'une intégration de l'obligation de divulgation en tant que prescription nationale autorisée en vertu de l'article 27. L'orateur appuyait l'amendement proposé de l'Accord sur les ADPIC, aux termes duquel les déposants d'une demande de brevet seraient tenus de divulguer l'origine des ressources génétiques et de prouver qu'ils avaient obtenu le consentement préalable donné en connaissance de cause et qu'ils avaient conclu des accords appropriés de partage des avantages afin d'éviter la biopiraterie.

40. Le représentant de Sri Lanka a dit que la délégation de son pays était pleinement d'accord avec l'intervention de l'Inde, en particulier en ce qui concerne la question de la biopiraterie, et qu'elle appuyait les recommandations formulées dans le document IP/C/W/429.

41. Le représentant des Communautés européennes a dit que la délégation des CE était disposée à aller de l'avant et à mener des discussions mieux structurées, plus ciblées et davantage axées sur les résultats sur un nombre limité de questions susceptibles de permettre un consensus, telles que celle de la divulgation de la source. Il a confirmé qu'il était prêt à travailler sur la base de la Liste de questions et a rappelé que les Communautés européennes avaient déjà soumis leurs idées sur la question dans le document IP/C/W/383 en septembre 2002, et oralement lors de réunions précédentes. Il a émis l'espoir qu'un consensus se dégagerait lors de la réunion en cours sur la manière d'organiser les travaux futurs sur ces questions. S'agissant du document IP/C/W/429, il a répété qu'il était essentiel que les demandeurs fassent part de leurs vues sur la question de la divulgation de la source. Il a indiqué que les Communautés européennes soumettraient des observations détaillées sur ce document à la réunion suivante, une fois qu'elles l'auraient analysé en profondeur. Il a également informé le Conseil que les Communautés européennes travaillaient au niveau interne à la question de la divulgation de la source et espérait être en mesure de faire rapport sur les résultats de ces travaux à la réunion suivante du Conseil.

42. Le représentant de la Chine a dit que bien que son pays ne fasse pas partie de la liste des coauteurs du document, il aimerait appuyer le contenu du document IP/C/W/429 et considérerait la Liste de questions comme une base constructive pour les discussions futures. Étant donné que le problème de la biopiraterie se posait à l'échelle planétaire et qu'il avait engendré des effets économiques et sociaux négatifs graves dans nombre de pays en développement, il était urgent de s'y attaquer au niveau international, et en particulier dans le cadre de l'OMC. La Chine estimait que la mise en œuvre des propositions contenues dans la communication conjointe constituerait une mesure allant dans ce sens en permettant au Conseil de se pencher tant sur les questions de fond que sur les questions de procédure liées à la divulgation de la source et du pays d'origine. L'orateur a dit que la Chine souhaiterait coopérer avec les coauteurs du document, ainsi qu'avec d'autres Membres, afin de parvenir à des résultats tangibles dès que possible.

43. Le représentant des États-Unis a dit que la délégation de son pays soumettrait d'autres observations sur la communication contenue dans le document IP/C/W/429 à la réunion suivante du Conseil. S'agissant du plan de travail pour les discussions futures sur cette question, il a dit que les États-Unis ne considéraient pas la Liste de questions comme la meilleure approche car, selon eux, elle n'était pas suffisamment large pour tenir compte comme il se devait des vues de tous les Membres. L'orateur reconnaissait, cependant, que les Membres partageaient plusieurs objectifs dans ce domaine, notamment faire en sorte que le consentement préalable donné en connaissance de cause soit obtenu pour accéder aux ressources génétiques et aux savoirs traditionnels, parvenir à un partage équitable

des avantages découlant de l'utilisation des savoirs traditionnels et des ressources génétiques et empêcher la délivrance indue de brevets. Il a dit que le partage des expériences nationales et l'élaboration d'options et de propositions concernant ces questions dans le cadre du mandat assigné par les Ministres à Doha permettraient de mieux cibler les travaux du Conseil des ADPIC que cela n'avait été le cas auparavant.

44. L'intervenant a dit que si les États-Unis étaient disposés à travailler de manière constructive pour répondre aux préoccupations exprimées dans ce domaine, ils n'étaient pas d'accord avec l'idée erronée mise en relief dans le document IP/C/W/429, selon laquelle le système des brevets et les nouvelles prescriptions en matière de divulgation, en particulier, constitueraient le meilleur mécanisme pour réaliser ces objectifs importants. Il a dit que les États-Unis, tout comme un grand nombre de Membres de l'OMC, ne voyaient aucune contradiction entre l'Accord sur les ADPIC et la CDB et que ces deux instruments pouvaient être mis en œuvre de manière à se renforcer mutuellement, sans qu'il soit nécessaire d'amender l'Accord sur les ADPIC. Le Conseil devrait se concentrer sur des solutions appropriées en vue de répondre aux préoccupations de tous les Membres. Limiter l'attention aux nouvelles prescriptions en matière de divulgation dans le domaine des brevets ne ferait que créer l'incertitude dans le système des brevets et les droits afférents aux brevets et ne permettrait probablement pas de réaliser les objectifs communs.

45. Le représentant de la Turquie a salué la communication contenue dans le document IP/C/W/429 et a dit que la délégation de son pays estimait qu'il pourrait aider le Conseil à mieux structurer ses débats sur ce point de l'ordre du jour.

46. Le représentant du Japon a dit que la délégation de son pays partageait le point de vue des États-Unis en ce sens qu'elle ne considérerait pas la Liste de questions comme représentant une approche utile et que le Japon n'était pas prêt à s'y rallier. Il a dit que si le Conseil s'efforçait de parvenir à une Liste de questions exhaustive, sur laquelle tous les Membres pourraient se mettre d'accord, il perdrait non seulement beaucoup de temps, mais il n'obtiendrait en outre pas les résultats escomptés; c'est la raison pour laquelle il ne fallait pas poursuivre sur cette voie. En ce qui concerne le document IP/C/W/429, l'intervenant a fait observer qu'il abordait diverses questions à caractère technique, qui exigeaient une profonde compréhension du système des brevets. Il pensait donc qu'un débat de ce type ne devrait pas avoir lieu au Conseil des ADPIC, mais à l'OMPI, au sein du Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore, qui était doté des compétences techniques appropriées. Dans ce contexte, il a rappelé que pour faire suite à la demande de la septième session de la Conférence des Parties de la CDB, le Comité intergouvernemental de l'OMPI avait déjà entamé des discussions de cette nature.

47. Le représentant de la Suisse a rappelé que la délégation de son pays avait informé le Conseil des ADPIC, lors de récentes réunions, des communications que la Suisse avait soumises au Groupe de travail de l'OMPI sur la réforme du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) pour contribuer aux discussions du Conseil sur ce sujet et éviter tout chevauchement avec les travaux en cours dans d'autres organisations compétentes. Il a dit que la Suisse avait proposé de modifier le règlement du PCT de l'OMPI afin d'autoriser explicitement ses parties contractantes à exiger des déposants d'une demande de brevet qu'ils déclarent la source des ressources génétiques et des savoirs traditionnels dans les demandes de brevet internationales. Cette prescription s'appliquerait si l'invention revendiquée reposait directement sur de telles ressources ou savoirs. Selon l'orateur, les sanctions prévues actuellement en vertu du PCT et du Traité sur le droit des brevets devraient s'appliquer en cas de défaut de divulgation ou de divulgation mensongère de la source des ressources génétiques et des savoirs traditionnels dans les demandes de brevet. En outre, d'autres sanctions prévues dans la législation nationale, y compris des sanctions pénales telles que des amendes, pourraient être imposées. L'intervenant a expliqué que la Suisse avait proposé de laisser au législateur national le soin de déterminer si une obligation de divulgation devait être introduite dans la législation nationale des parties contractantes du PCT. La Suisse avait opté pour ce caractère facultatif à cause de la

grande divergence des vues exprimées sur les mesures de transparence au niveau international, et parce que les discussions pertinentes menées sur ces prescriptions n'avaient pas permis d'aboutir à des résultats définitifs. En outre, les gouvernements nationaux et la communauté internationale pourraient ainsi acquérir une certaine expérience, sans préjuger des efforts qui seraient déployés à l'avenir au niveau international.

48. L'orateur a ensuite répondu aux questions soulevées par la délégation de la Malaisie à la réunion précédente du Conseil concernant les propositions de la Suisse visant à amender le règlement du PCT. S'agissant tout d'abord de la signification de l'expression "directement fondée", il a expliqué que l'invention devait utiliser directement la ressource génétique. L'inventeur devait avoir eu physiquement accès à cette ressource, c'est-à-dire avoir été en possession de la ressource ou au moins avoir pu en disposer dans une mesure suffisante pour pouvoir déterminer les propriétés de la ressource génétique qui présentaient un intérêt pour l'invention. Ainsi, par exemple, la source d'un végétal devrait être déclarée dans la demande de brevet si l'invention correspondante avait trait à un composé chimique que l'inventeur avait extrait de ce végétal. Le terme "directement", cependant, n'avait aucune dimension temporelle. S'agissant des savoirs traditionnels, l'intervenant a expliqué que la nouvelle règle qui était proposée exigeait que l'inventeur sache que l'invention était "directement fondée" sur ces connaissances, c'est-à-dire qu'il devait sciemment réaliser l'invention à partir de celles-ci. Étant donné que les savoirs traditionnels étaient de nature intangible, l'accès physique n'était pas possible et n'était donc pas exigé. Il s'agissait en fait d'éviter les cas dans lesquels, par exemple, l'inventeur utilisait un composé chimique dérivé d'un végétal pour élaborer un nouveau produit pharmaceutique, sans savoir qu'une communauté autochtone détenait des connaissances concernant l'utilisation pharmaceutique de ce végétal. Là encore, le terme "directement" n'avait pas de dimension temporelle.

49. Répondant à la deuxième question relative au concept de "source" des ressources génétiques et des savoirs traditionnels, l'intervenant a dit que les instruments internationaux applicables en matière d'accès et de partage des avantages, c'est-à-dire la CDB, les Lignes directrices de Bonn et le Traité international sur les ressources phytogénétiques de la FAO, prévoyaient que plusieurs entités pouvaient être intéressées à l'accès et au partage des avantages. S'agissant de l'entité qui serait à déclarer comme source, il convenait de déterminer si elle était compétente pour accorder l'accès aux ressources génétiques et aux savoirs traditionnels et/ou participer au partage des avantages découlant de leur utilisation. L'orateur a expliqué que l'on pouvait établir une distinction entre les sources primaires des ressources génétiques, par exemple les parties contractantes, le système multilatéral du Traité de la FAO ou les communautés indigènes et locales, d'une part, et les sources secondaires, telles que les collections *ex situ*, les bases de données ou la littérature scientifique, d'autre part. Pour satisfaire à l'exigence de divulgation, les déposants d'une demande de brevet devaient divulguer la source primaire, s'ils disposaient de renseignements à ce sujet, ou la source secondaire, s'ils n'avaient pas de renseignements sur la source primaire. En ce qui concerne la troisième question, à savoir si le terme "source" pouvait englober les bases de données et les publications scientifiques, l'orateur a dit que celles-ci pourraient être déclarées comme sources afin d'accroître la transparence dans l'accès et le partage des avantages. La question de savoir si ces sources étaient intéressées à l'accès et au partage des avantages d'une autre manière devait être déterminée par les règles internationales et nationales applicables.

50. L'intervenant a dit que les documents IP/C/W/400/Rev.1 et IP/C/W/423 contenaient des renseignements plus détaillés sur les propositions de la Suisse et a ajouté que la Suisse prévoyait de soumettre une troisième communication à l'OMPI, qu'elle présenterait également à la réunion suivante du Conseil des ADPIC. En ce qui concerne le document IP/C/W/429 et les autres questions soulevées par la Malaisie, il a dit que la délégation de son pays soumettrait des observations détaillées à la réunion suivante du Conseil.

51. La représentante de l'Australie a dit, s'agissant des questions soulevées par la Malaisie, que le Comité intergouvernemental de l'OMPI avait travaillé à certains aspects de ce problème, en particulier ceux qui étaient liés à plusieurs questions de définition difficiles. En ce qui concerne la structure des travaux futurs dans ce domaine, elle a indiqué à nouveau que l'Australie tenait toujours à travailler dans le cadre du mandat existant, mais qu'il convenait d'éviter tout chevauchement des efforts. Elle a dit que la délégation de son pays pensait qu'il serait utile d'asseoir ces travaux sur les expériences nationales des Membres afin de mieux comprendre l'incidence concrète de certains des concepts plus juridiques et théoriques.

52. La représentante de la Nouvelle-Zélande a rappelé qu'à la réunion précédente, la délégation de son pays était intervenue en faveur de la proposition du précédent Président sur la structure des travaux futurs car elle jugeait intéressante son approche visant à séparer les questions pour concentrer les efforts sur les domaines de convergence. Selon elle, si le Conseil ne parvenait pas à progresser, c'est parce qu'il avait tendance à regrouper ces questions et à essayer de traiter en même temps un grand nombre de questions complexes. Bien qu'il soit nécessaire de progresser sur l'ensemble des questions relevant de ce point combiné de l'ordre du jour, l'oratrice était d'accord avec d'autres délégations, telles que celle des Communautés européennes, sur le fait que le Conseil devrait se concentrer sur les questions susceptibles de permettre des progrès, dont la divulgation de l'origine faisait manifestement partie. Elle a fait observer que si des contributions telles que le document IP/C/W/429 étaient utiles, la délégation de son pays s'inquiétait néanmoins d'une approche qui consisterait à fonder la suite des discussions sur la Liste de questions proposée exclusivement. Les débats relatifs à cette question devraient être structurés de manière à ne pas préjuger des résultats et devraient permettre l'examen de toutes les options possibles en vue de réaliser les objectifs que partageaient les Membres. L'intervenante a encouragé la Présidente à poursuivre les consultations informelles afin que les Membres puissent trouver un moyen de structurer les débats de sorte à permettre le plus de progrès possible.

53. Le représentant de l'Inde a dit que selon lui, rien dans les règles actuelles n'interdisait l'introduction au niveau national de prescriptions en matière de divulgation. Il était en fait proposé d'intégrer dans l'Accord sur les ADPIC une obligation de divulgation afin de réaliser les objectifs légitimes des demandeurs en ce qui concerne ces trois points de l'ordre du jour. Répondant à la première question soulevée par la Malaisie, il a expliqué que la source et le pays d'origine mentionnés dans le titre de la communication et dans d'autres parties du document n'avaient pas le même sens. Il souscrivait à cet égard aux observations de la Suisse concernant la signification du terme "source" et a dit que le "pays d'origine" renvoyait à l'origine des ressources biologiques ou génétiques, dont la divulgation constituait une prescription distincte. Il a indiqué que c'était le pays d'origine qui serait pertinent dans le contexte des discussions du Conseil sur le consentement préalable donné en connaissance de cause, l'accès et le partage des avantages. S'agissant de la deuxième question, c'est-à-dire celle de savoir si les termes "ressources biologiques" et "ressources génétiques" pouvaient être utilisés indifféremment, il a expliqué que ces deux termes étaient utilisés dans les législations nationales, dans certaines organisations internationales et certains accords régionaux. Il a dit que c'est au Conseil qu'il appartiendrait d'en discuter et de décider de la formulation à utiliser pour définir ce qui devait être divulgué; la délégation de son pays était pour sa part ouverte à toute suggestion en ce qui concerne les termes à utiliser. Répondant à la dernière question relative à la signification du mot "accessoire", dans le contexte du paragraphe 8 de la communication, et à la question de savoir si l'obligation ne serait déclenchée, comme l'indiquait le document, que pour déterminer l'état de la technique ou à d'autres fins également, il a indiqué que le terme "accessoire" devait être replacé dans le contexte de la phrase. L'obligation serait déclenchée si la divulgation de la source et du pays d'origine était utile pour la détermination de l'état de la technique, de la qualité d'inventeur ou du droit, de la portée des revendications que le déposant souhaiterait inclure dans sa demande, ou bien pour comprendre ou exécuter l'invention. La divulgation serait donc utile non seulement pour l'état de la technique, mais aussi pour certains aspects qui entreraient ultérieurement en ligne de compte.

54. L'orateur a dit que la délégation de son pays envisageait d'approfondir ces aspects dans des communications futures, qui traiteraient de la deuxième et de la troisième série de questions de la Liste. Elle était favorable également à la tenue de consultations informelles, que la Présidence devrait engager pour examiner plus avant les possibilités d'organiser et de structurer les débats. L'intervenant a dit que la délégation de son pays répondrait aux autres observations et questions qui avaient été formulées sur les questions plus larges abordées dans le document IP/C/W/429 et la Liste de questions à la réunion suivante du Conseil et lors de réunions ultérieures.

55. La Présidente a dit que les Membres souhaiteraient peut-être revenir au document IP/C/W/429 à la réunion suivante du Conseil étant donné qu'il venait seulement d'être distribué. Elle a proposé que le futur Président du Conseil poursuive les consultations engagées par le précédent Président sur la manière dont les futurs travaux relatifs à ces trois points de l'ordre du jour devraient être organisés.

56. Le Conseil a pris note des déclarations faites et est convenu de suivre la procédure proposée par la Présidente.

G. EXAMEN DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD SUR LES ADPIC AU TITRE DE L'ARTICLE 71

57. Aucune déclaration n'a été faite sous ce point de l'ordre du jour. Le Conseil est convenu de revenir à cette question à sa réunion suivante.

H. EXAMEN DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA SECTION RELATIVE AUX INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 24:2

58. La Présidente a rappelé que l'article 24:2 disposait que le Conseil examinerait de façon suivie l'application des dispositions de la section de l'Accord sur les ADPIC relative aux indications géographiques et qu'il procéderait au premier examen dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. À la réunion précédente du Conseil, le Taipei chinois avait présenté les renseignements qu'il avait fournis en réponse à la Liste de questions contenue dans le document IP/C/13 et Addendum 1 (IP/C/W/117/Add.30 et Corr.1). Les Communautés européennes avaient annoncé qu'une fois qu'elles auraient étudié ces renseignements, elles souhaiteraient peut-être poser des questions à ce sujet. Le Conseil avait également débattu de certaines suggestions faites lors de cette réunion sur la manière de conduire l'examen. Le Président avait conclu que c'était à son successeur qu'il appartiendrait, une fois élu, de réfléchir à la question après avoir consulté à nouveau les délégations.

59. Le représentant des Communautés européennes a souligné à nouveau l'importance que la délégation des CE attachait à ce point de l'ordre du jour et a insisté sur la nécessité de progresser dans la recherche d'un moyen de poursuivre les travaux de manière plus ciblée et mieux structurée. Il a demandé comment la Présidente, compte tenu des conclusions du Président précédent, entendait poursuivre les travaux sur cette question.

60. La Présidente a dit qu'elle serait heureuse de débattre de cette question mais qu'il serait plus approprié d'en laisser le soin au futur Président.

61. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

I. DÉCISION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PARAGRAPHE 6 DE LA DÉCLARATION DE DOHA SUR L'ACCORD SUR LES ADPIC ET LA SANTÉ PUBLIQUE

62. La Présidente a rappelé que le paragraphe 11 de la Décision sur la "Mise en œuvre du paragraphe 6 de la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique" (WT/L/540)

(ci-après dénommée "la Décision") stipulait que le Conseil des ADPIC devrait engager d'ici à la fin de 2003 des travaux visant à élaborer un amendement de l'Accord sur les ADPIC pour remplacer ses dispositions, en vue de son adoption dans un délai de six mois, c'est à dire d'ici à juin 2004. Le Conseil avait donc abordé cette question à la dernière réunion qu'il avait tenue en 2003, et à nouveau lors des réunions qu'il avait tenues au début de l'année 2004. En outre, les deux Présidents précédents du Conseil avaient mené des consultations actives avec les délégations. Ces consultations avaient indiqué que les vues semblaient diverger encore de manière significative entre les délégations en ce qui concerne le fond et la forme juridique qu'un amendement destiné à remplacer la Décision relative au paragraphe 6 devrait avoir, bien que nombre de délégations aient souligné qu'elles restaient prêtes à étudier d'autres variantes.

63. À sa réunion de juin, le Conseil était convenu de poursuivre ses travaux sur l'élaboration de l'amendement en vue de soumettre une recommandation d'ici à la fin de mars 2005, de sorte que le Conseil général puisse conclure ses travaux sur ce sujet à la première réunion qu'il tiendrait après cette date. Lorsque le précédent Président avait proposé cet arrangement à la réunion précédente du Conseil, il avait indiqué clairement que sa proposition n'excluait pas qu'un accord intervienne au sein du Conseil des ADPIC avant mars 2005, ce qu'il espérait d'ailleurs. Il avait aussi fait comprendre aux Membres que pour respecter le nouveau délai, le Conseil devrait travailler rapidement et résolument, dès sa réunion de septembre, ajoutant qu'il était certain que les délégations étaient prêtes à le faire. Le précédent Président avait informé le Conseil général de ces dispositions à sa réunion du 27 juillet 2004.

64. La Présidente a aussi rappelé que le paragraphe 8 de la Décision disposait que le Conseil des ADPIC réexaminerait chaque année le fonctionnement du système décrit dans la Décision afin d'assurer son application effective et qu'il présenterait chaque année un rapport sur son application au Conseil général. Le Conseil devrait effectuer son premier examen annuel à la réunion prévue du 1^{er} au 3 décembre 2004. La Présidente a ensuite appelé l'attention du Conseil sur une nouvelle communication de la Norvège (IP/C/W/427), qui contenait des renseignements sur la mise en œuvre par la Norvège de la Décision.

65. Le représentant de la Norvège a rappelé qu'à la réunion précédente du Conseil, il avait présenté les amendements apportés par la Norvège à sa législation sur les brevets afin de mettre en œuvre la Décision. Ces amendements étaient entrés en vigueur le 1^{er} juin 2004, de sorte que la Norvège disposait désormais d'un cadre législatif pleinement opérationnel pour la production de médicaments brevetés dans le cadre de licences obligatoires. Le document IP/C/W/427, ainsi que la notification présentée par la Norvège au titre de l'article 63:2 de l'Accord sur les ADPIC, contenaient des renseignements détaillés sur la mise en œuvre par ce pays de la Décision. L'orateur a dit que la menace que faisaient peser sur la santé publique et le développement économique le VIH/SIDA, la tuberculose, le paludisme et d'autres épidémies était aussi grave aujourd'hui qu'elle l'était trois ans auparavant, au moment de l'adoption de la Déclaration ministérielle de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique. La mise en œuvre de la Décision représentait donc, parmi d'autres initiatives, une contribution très importante pour garantir l'accès à des médicaments essentiels à des prix abordables pour lutter contre ces maladies, et la Norvège espérait que d'autres Membres suivraient son exemple.

66. Le représentant du Nigéria, intervenant au nom du Groupe africain, a dit que le Groupe mettait la dernière main à une proposition visant à amender l'Accord sur les ADPIC, conformément à la Décision, et qu'il souhaitait vivement faire progresser le processus de manière constructive en vue de permettre une application facile pour les Membres qui en auraient besoin. L'amendement envisageait l'ajout au texte de l'Accord sur les ADPIC d'un article 31*bis*, qui porterait spécifiquement sur la protection de la santé publique.

67. L'amendement proposé qui, selon l'orateur, représenterait une solution à la fois réalisable et permanente, concernait l'article 31 f) dans la mesure où il avait trait aux mesures prises pour protéger la santé publique et, en particulier, pour promouvoir l'accès de tous aux médicaments dans le cadre de licences obligatoires pour la production de produits pharmaceutiques. La question des exportations vers les Membres ayant une capacité de fabrication insuffisante ou n'en disposant pas dans le secteur pharmaceutique serait également réglée par l'amendement, tout comme la question de la rémunération adéquate aux fins de l'article 31 h), compte tenu de la valeur économique pour les Membres importateurs de l'utilisation ayant été autorisée dans le Membre exportateur. L'amendement permettrait également de traiter d'autres questions telles que l'importation et la vente illicites de produits fabriqués conformément à la Décision, les accords commerciaux régionaux, l'assistance technique et le règlement des différends. L'intervenant a dit que le Groupe africain se félicitait de l'engagement et de l'intérêt manifestés par les délégations au cours des consultations informelles tenues jusqu'à cette date en faveur de la conclusion de cette question et de l'élaboration d'une solution prévisible et permanente au problème.

68. Le représentant des Communautés européennes a dit qu'il espérait, compte tenu du fait que l'échéance pour les travaux sur l'amendement avait été fixée à mars 2005, que le nouveau Président entamerait des consultations dans les plus brefs délais en vue de soumettre un texte à la réunion suivante. Il a indiqué que les services de la Commission européenne travaillaient à l'élaboration d'une proposition de règlement sur les licences obligatoires afin de mettre en œuvre la Décision, et que cette proposition serait présentée d'ici à la fin de l'année en cours. La délégation des CE tiendrait le Conseil informé de tout fait nouveau à ce sujet. L'orateur a rappelé que la position de la délégation des CE sur cette question était exposée dans le document IP/C/W/416 et que cet exercice était considéré comme un exercice purement technique, qui ne nécessitait pas la réouverture d'un débat de fond. Il a dit que l'amendement devrait refléter fidèlement ce qui avait été convenu dans la Décision et que la délégation des CE préférerait l'option consistant à modifier le corps de l'Accord sur les ADPIC, de sorte à créer une nouvelle exception dans l'article 31 f). Il a ajouté qu'une simple référence à la dérogation ne suffirait pas, mais que les CE pouvaient faire preuve de souplesse quant à la forme juridique, sous réserve que le libellé prévoie une nouvelle exception à l'article 31 f) autorisant les Membres à délivrer des licences obligatoires à des fins d'exportation dans les conditions convenues en août 2003. S'agissant de la déclaration du Président, il a dit qu'il conviendrait de préserver le lien entre la Décision et cette déclaration et que le statut juridique de la déclaration ne devrait pas être renforcé.

69. Le représentant du Kenya s'est associé à la déclaration exhaustive que le Nigéria avait faite au nom du Groupe africain et a émis l'espoir que les Membres pourraient accepter la proposition du Groupe dans la mesure où l'amendement proposé comprenait les éléments qui figuraient dans la dérogation, mais qui n'étaient pas prévus dans l'Accord sur les ADPIC. Il a dit que compte tenu de la brièveté du délai, il ne serait pas opportun de débattre longuement de cette question et qu'il convenait de s'en tenir à la lettre et à l'esprit du paragraphe 11 de la Décision.

70. Le représentant des États-Unis considérait que la notification relative à la mise en œuvre par la Norvège de la Décision étayait les efforts déployés pour promouvoir l'accès aux médicaments pour les pays pauvres qui luttait contre des épidémies. La délégation américaine tenait toujours pleinement à ce qu'un accord sur l'amendement soit conclu d'ici à mars 2005 et continuait de penser que les questions de fond ne devraient pas être examinées à nouveau, l'exercice devant être essentiellement technique. Comme elle l'avait indiqué lors de réunions précédentes du Conseil, elle jugeait fondamental que l'amendement préserve l'intégrité de l'accord conclu en août 2003, ce qui exigeait l'inclusion d'une référence explicite tant à la Décision qu'à la déclaration du Président. Il serait très difficile de respecter le délai de 2005 si les Membres essayaient de modifier la teneur de l'accord conclu le 30 août 2003. L'orateur a dit que la délégation de son pays s'efforçait seulement de préserver tous les aspects de l'accord, y compris la relation juridique existant entre la Décision et la déclaration du Président, et qu'elle restait ouverte à toute suggestion quant au moyen d'y parvenir.

71. Le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a dit que la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique, en affirmant que l'Accord sur les ADPIC "peut et devrait être interprété et mis en œuvre d'une manière qui appuie le droit des Membres de l'OMC de protéger la santé publique et, en particulier, de promouvoir l'accès de tous aux médicaments", marquait un tournant dans le régime commercial international. Elle démontrait qu'il était possible de rendre le système commercial multilatéral fondé sur des règles compatible avec les intérêts liés à la santé publique. L'OMS était toujours pleinement engagée à aider l'OMC et ses Membres à mettre en œuvre cette déclaration. Il en allait de même de la Décision, au sujet de laquelle l'OMS avait publié récemment un document, dont des exemplaires avaient été mis à la disposition des délégués. L'OMS a expliqué que ce document étudiait les options que les pays avaient à leur disposition pour recourir au système afin d'exporter et d'importer des versions génériques de médicaments brevetés, produits dans le cadre de licences obligatoires. Son approche s'appuyait sur le principe selon lequel les patients d'un pays ayant une capacité de production pharmaceutique nationale faible ou inexistante devraient être protégés par un régime de licences obligatoires (ou, en fait, par d'autres sauvegardes relevant de l'Accord sur les ADPIC) dans la même mesure que les patients des pays capables de fabriquer des produits pharmaceutiques.

72. Une interprétation et une mise en œuvre de la Décision orientées sur la santé publique impliqueraient: un champ d'application complet ou large en termes de problèmes sanitaires et de médicaments appropriés pour leur prévention et/ou traitement; des procédures juridiques simples et rapides dans les pays importateurs comme dans les pays exportateurs; une égalité de chances pour les pays ayant besoin de médicaments, même pour les produits non brevetés dans le pays importateur; un vaste choix de fournisseurs potentiels des médicaments requis, tant dans les pays développés que dans les pays en développement; et la transparence et la prévisibilité des règles applicables dans les pays importateurs et exportateurs. Dans l'idéal, tous ces éléments devraient être intégrés dans un cadre juridique international stable. L'orateur a rappelé que la Décision revêtait la forme d'une dérogation qui devait rester en vigueur jusqu'à ce qu'elle soit remplacée par un amendement permanent de l'Accord sur les ADPIC. À cet égard, l'OMS avait relevé avec satisfaction que le délai fixé pour l'amendement avait été repoussé de juin 2004 à fin mars 2005. Pendant cette période intérimaire, les pays devraient donc impérativement recourir pleinement et de manière effective à la dérogation et modifier, si nécessaire, leurs législations nationales.

73. L'intervenant a dit qu'il serait utile que l'amendement de l'Accord sur les ADPIC tienne compte des expériences et des enseignements tirés par les différents pays en ce qui concerne l'application de la Décision. Il a été noté, cependant, qu'à cette date, aucun Membre de l'OMC n'avait recouru, ou n'avait notifié son intention de recourir, au système établi en vertu de la Décision à des fins d'importation. L'orateur a dit qu'il pourrait être avantageux de procéder à une évaluation afin d'en établir les raisons, en vue d'enrichir les débats sur la question de l'adoption d'un amendement de l'Accord sur les ADPIC.

74. Le représentant du Kenya a remercié l'OMS de sa déclaration et a recommandé à tous les Membres de lire la note que cette organisation avait élaborée car elle était utile, en particulier pour ceux qui pouvaient rencontrer des problèmes pour modifier leur législation nationale. En ce qui concerne les commentaires formulés par les États-Unis au sujet de la déclaration du Président, l'orateur a rappelé la position de la délégation de son pays, à savoir que la déclaration avait rempli sa fonction et qu'elle ne faisait pas partie de la dérogation. Il a dit que nombre de déclarations avaient été faites au moment de l'adoption de la Décision et qu'il n'y était nullement fait référence. Or, il a rappelé que c'était l'intervention de la délégation de l'Afrique du Sud, en particulier, qui avait aidé de nombreux pays à se rallier au consensus et que si une déclaration devait figurer dans l'amendement, ce devrait être celle-là. Il a ajouté que la déclaration du Président avait trait à l'interprétation, qui devrait être laissée de côté tant que l'amendement n'était pas parachevé.

75. La Présidente a rappelé que lorsque le précédent Président avait proposé l'arrangement qui permettrait au Conseil de conclure ses travaux sur l'amendement, il avait fait clairement comprendre que pour respecter le nouveau délai, le Conseil devrait travailler rapidement et résolument. Dans ce contexte, la Présidente a proposé que le nouveau Président engage des consultations dès que possible afin que les travaux progressent rapidement.

76. Le Conseil a pris note des déclarations et est convenu de suivre la procédure proposée par la Présidente.

J. EXAMEN AU TITRE DU PARAGRAPHE 2 DE LA DÉCISION SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 66:2 DE L'ACCORD SUR LES ADPIC

77. La Présidente a rappelé qu'à sa réunion de novembre 2003, le Conseil avait engagé son premier examen annuel des rapports fournis par les pays développés Membres sur leur mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC, conformément au paragraphe 2 de la décision sur la "Mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC". Lors de la réunion du Conseil de juin 2004, le représentant de la Tanzanie avait annoncé que le groupe des PMA souhaiterait soumettre des observations sur les rapports présentés dans le cadre de ce premier examen annuel à la réunion en cours.

78. Le représentant de la Tanzanie a informé le Conseil que le groupe des PMA, bien que parvenu à un stade avancé du processus de consultation, n'était pas encore en mesure de faire la déclaration annoncée lors de la réunion précédente. Celle-ci serait présentée dès que les consultations seraient terminées.

79. La Présidente a rappelé aux Membres les dispositions sur lesquelles le Conseil s'était mis d'accord à sa réunion de juin concernant le deuxième examen annuel conformément au paragraphe 2 de la décision sur la "Mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC". Le Conseil était convenu d'inviter les pays développés Membres à présenter des mises à jour des rapports qu'ils avaient fournis en 2003 concernant les mesures qu'ils avaient prises ou envisagé de prendre conformément aux engagements qu'ils avaient contractés en vertu de l'article 66:2 d'ici au 9 novembre 2004, soit trois semaines avant la réunion suivante, de sorte que ces mises à jour puissent être distribuées et examinées à temps à la réunion du Conseil de novembre. Le Secrétariat avait communiqué cette demande dans l'aérogamme WTO/AIR/2360.

80. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

K. COOPÉRATION TECHNIQUE ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

i) *Mises à jour annuelles sur les activités de coopération technique*

81. La Présidente a rappelé que le Conseil était convenu, à sa réunion de juin, de se concentrer lors de la réunion en cours sur la coopération technique. Pour préparer cet examen annuel, les pays développés Membres avaient été une fois de plus invités à mettre à jour les renseignements concernant leurs activités de coopération technique et financière en rapport avec la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC suffisamment tôt pour la réunion en cours. Les autres Membres, qui offraient également des programmes de coopération technique, avaient été encouragés à communiquer des renseignements sur ces activités s'ils le souhaitaient. Le 13 juillet 2004, le Secrétariat avait publié un aérogamme (WTO/AIR/2359), rappelant aux Membres la demande qui leur avait été faite. En outre, les organisations intergouvernementales ayant le statut d'observateur au Conseil ainsi que le Secrétariat de l'OMC avaient été invités aussi à fournir des renseignements.

82. À la date de la réunion, le Conseil avait reçu des renseignements des pays développés Membres ci-après: Nouvelle-Zélande, Suisse, Japon, États-Unis, Norvège, Communautés européennes et États membres suivants: Autriche, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Italie, Portugal, Espagne, Suède et Royaume-Uni. Ces renseignements, concernant les activités de coopération technique menées par les pays développés Membres, étaient communiqués dans le document IP/C/W/426 et ses addenda. Par ailleurs, des renseignements mis à jour avaient été transmis par les organisations intergouvernementales suivantes: FMI, OCDE et OMS. Ces renseignements étaient communiqués dans les documents IP/C/W/424 et addenda. Des renseignements mis à jour sur les activités de coopération technique menées par le Secrétariat de l'OMC dans le domaine des ADPIC figuraient dans le document IP/C/W/428.

83. La Présidente a exhorté les Membres qui n'avaient pas encore fourni de renseignements mis à jour à le faire, ajoutant qu'à la réunion suivante du Conseil, les Membres auraient la possibilité de formuler des observations sur les renseignements soumis pour la réunion en cours qu'ils n'auraient pas pu encore étudier.

ii) Notification de points de contact pour la coopération technique dans le domaine des ADPIC

84. La Présidente a rappelé que depuis 1996, les pays développés Membres notifiaient au Conseil leurs points de contact pour la coopération technique dans le domaine des ADPIC. Depuis la réunion précédente du Conseil, la République tchèque avait fourni une mise à jour des renseignements relatifs à ses points de contact pour la coopération technique (IP/N/7/Rev.2/Add.6).

iii) Initiative conjointe

85. La Présidente a rappelé que le 14 juin 2001, les Secrétariats de l'OMPI et de l'OMC avaient lancé une Initiative conjointe concernant la coopération technique en faveur des pays les moins avancés. Depuis cette date, le Secrétariat de l'OMC tenait le Conseil informé de la mise en œuvre de cette initiative.

86. Le représentant du Secrétariat a appelé l'attention des Membres sur le paragraphe 13 du rapport du Secrétariat sur la "Coopération technique dans le domaine des ADPIC" (IP/C/W/428), qui contenait des renseignements sur les activités menées par le Secrétariat de l'OMC en rapport avec l'Initiative conjointe.

87. Le représentant de l'OMPI a dit que des renseignements relatifs aux travaux menés par l'OMPI en rapport avec l'Initiative conjointe seraient incorporés dans un document sur les activités de coopération technique de l'OMPI, qui serait soumis prochainement.

88. Le Conseil a pris note des déclarations.

L. DEMANDE DE PROROGATION DE LA PÉRIODE DE TRANSITION PRÉVUE À L'ARTICLE 66:1 DE L'ACCORD SUR LES ADPIC PRÉSENTÉE PAR LES MALDIVES

89. La Présidente a indiqué que le Conseil avait reçu une demande des Maldives concernant la prorogation de la période de transition prévue à l'article 66:1 de l'Accord sur les ADPIC (IP/C/W/425). Elle a rappelé que l'article 66:1 disposait que, étant donné les besoins et impératifs spéciaux des pays les moins avancés Membres, leurs contraintes économiques, financières et administratives et le fait qu'ils avaient besoin de flexibilité pour se doter d'une base technologique viable, ces Membres ne seraient pas tenus d'appliquer les dispositions de l'Accord sur les ADPIC, à l'exclusion de celles qui avaient trait au traitement national et au traitement de la nation la plus

favorisée, jusqu'au 1^{er} janvier 2006. L'article stipulait en outre que le Conseil des ADPIC accorderait, sur demande dûment motivée d'un pays moins avancé Membre, des prorogations de ce délai.

90. Dans leur communication, les Maldives avaient demandé au Conseil de leur accorder une prorogation, pour une nouvelle période de cinq ans, du délai prévu à l'article 66:1 pour la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC.

91. À la lumière des consultations informelles qui avaient eu lieu, la Présidente a proposé que le Conseil des ADPIC donne son accord à la tenue de nouvelles consultations au sujet de la demande des Maldives, et que les dispositions à prendre à cette fin soient coordonnées entre le Président du Conseil des ADPIC et le Président du CCD, organe auprès duquel la question de la radiation des Maldives de la liste des PMA serait examinée la semaine suivante.

92. Le Conseil en est ainsi convenu.

M. SUITE DE LA DÉCISION SUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL DE DOHA ADOPTÉE PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL LE 1^{ER} AOÛT 2004

93. La Présidente a rappelé qu'elle avait tenu des consultations informelles sur les mesures que devrait prendre le Conseil des ADPIC conformément à la Décision du Conseil général du 1^{er} août 2004 sur le programme de travail de Doha (WT/L/579), notamment au sujet du traitement spécial et différencié et des plaintes en situation de non-violation et plaintes motivées par une autre situation dans le domaine des ADPIC.

i) Traitement spécial et différencié

94. La Présidente a dit que dans sa Décision, le Conseil général avait rappelé la décision prise par les Ministres à Doha de réexaminer toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié en vue de les renforcer et des les rendre plus précises, plus effectives et plus opérationnelles, et avait reconnu les progrès réalisés jusqu'ici. En ce qui concerne les organes de l'OMC auxquels des propositions de la catégorie II avaient été renvoyées, le Conseil général leur avait donné pour instruction d'achever rapidement l'examen de ces propositions et de faire rapport au Conseil général, en formulant des recommandations claires en vue d'une décision, dès que possible et au plus tard en juillet 2005.

95. À la lumière des consultations informelles qu'elle avait menées, la Présidente a proposé que le Secrétariat soit invité à résumer dans une note informelle les travaux que le Conseil avait accomplis jusque là en ce qui concerne les propositions de la catégorie II sur le traitement spécial et différencié dont il avait été saisi, et que le Conseil revienne à cette question à sa réunion suivante.

96. Le Conseil en est ainsi convenu.

ii) Plaintes en situation de non-violation et plaintes motivées par une autre situation

97. La Présidente a rappelé que la Décision du Conseil général sur le programme de travail de Doha prévoyait, sous le titre "Autres éléments du programme de travail", que le moratoire visé au paragraphe 11.1 de la Décision ministérielle de Doha sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre soit prorogé jusqu'à la sixième session de la Conférence ministérielle. Elle a rappelé aussi que le paragraphe 11.1 de la Décision de Doha stipulait que: "Le Conseil des ADPIC est chargé de poursuivre son examen de la portée et des modalités pour les plaintes des types de celles qui sont prévues aux alinéas 1 b) et 1 c) de l'article XXIII du GATT de 1994 et de faire des recommandations à la cinquième session de la Conférence ministérielle. Il est convenu que, dans l'intervalle, les Membres ne déposeront pas de telles plaintes au titre de l'Accord sur les ADPIC."

98. À la lumière des consultations informelles qu'elle avait menées, la Présidente a proposé que le point relatif aux plaintes en situation de non-violation et aux plaintes motivées par une autre situation soit inscrit à l'ordre du jour de la réunion suivante du Conseil des ADPIC et que le Secrétariat soit invité à mettre à jour sa précédente note récapitulative, distribuée en juin 2002 sous la cote IP/C/W/349, sur les points soulevés lors du débat de fond mené jusque là au Conseil à ce sujet.

99. Le Conseil en est ainsi convenu.

N. RENSEIGNEMENTS SUR LES FAITS NOUVEAUX INTÉRESSANTS SURVENUS À L'OMC

Accessions

100. La Présidente a informé le Conseil que le Royaume du Cambodge deviendrait le 148^{ème} Membre de l'OMC le 13 octobre 2004. Le Cambodge serait le deuxième pays parmi les pays les moins avancés à accéder à l'OMC conformément à l'article XII de l'Accord sur l'OMC, c'est-à-dire par le biais du processus complet des groupes de travail de l'OMC.

O. STATUT D'OBSERVATEUR DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES INTERGOUVERNEMENTALES

101. La Présidente a indiqué que la liste des 16 demandes en instance présentée par d'autres organisations intergouvernementales pour obtenir le statut d'observateur auprès du Conseil des ADPIC était reproduite dans le document IP/C/W/52/Rev.10. Elle a rappelé que le Conseil s'était entretenu de ces demandes en suspens lors de ses réunions précédentes, mais qu'il n'était parvenu à un consensus sur aucune d'entre elles.

102. Le Conseil est convenu de revenir à cette question à sa réunion suivante.

P. AUTRES QUESTIONS

103. La Présidente a rappelé que la date de la réunion ordinaire suivante du Conseil avait été provisoirement fixée au 30 novembre, jusqu'au 2 décembre, et que cette réunion serait suivie le 3 décembre de la Session extraordinaire du Conseil. Néanmoins, afin d'éviter des chevauchements avec d'autres réunions, la Session extraordinaire avait été avancée au 30 novembre; elle serait ensuite suivie de la session ordinaire du Conseil les 1^{er} et 2 décembre et, si nécessaire, le 3 décembre.

104. La Présidente a rappelé au Conseil les différents examens qui figureraient à l'ordre du jour de sa réunion suivante. Le Conseil devrait procéder à son premier examen annuel au titre du paragraphe 8 de la Décision sur la mise en œuvre du paragraphe 6 de Déclaration de Doha sur les ADPIC et la santé publique et présenter au Conseil général un rapport sur son application. Elle a rappelé aussi au Conseil les dispositions qu'il avait prises, à sa réunion de juin, concernant un deuxième examen annuel conformément au paragraphe 2 de la Décision sur la "Mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC". À l'ordre du jour du Conseil figurerait également le troisième examen transitoire au titre de la Section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine.
